

Cfdt: Extraits des échanges entre le DG et les agents DTer IdF - 20 octobre 2017

Les collègues de Trappes, Sourdon et St Mandé ont retrouvés ceux du Bourget, dans un amphi plein à craquer.



En italique ci-après, quelques-unes des nombreuses questions des agents.

DG : oui, il s'est passé quelque chose de fort cette semaine. Nous, direction et vos encadrants, avons une responsabilité vis-à-vis de vous. Dans la situation où est placée le Cerema, pour se projeter vers 2022, comme nous le demande le gouvernement, j'ai dû faire des choix durs.

Pourquoi nous ? On n'est pas une DTer comme les autres ?

DG : si on avait fait le Cerema à partir d'une page blanche, on n'aurait pas fait une DTer IdF la plus petite de toutes. Oui, vous êtes une DTer comme les autres. Je trouve importante et normale la solidarité qui se manifeste au sein du Cerema.

Qu'est ce qui s'est passé depuis votre venue en juin dernier ?

DG : début septembre, j'ai appris l'arbitrage défavorable au Cerema pour le PLPFP 2018-2022. Ce sont les choix du gouvernement. J'ai demandé que cela soit connu lors du CA du 4 octobre (*NdR : celui où le président Perdriau a démissionné*). Ma conviction est que cela nous oblige à changer des choses. Il me revient de proposer un chemin au Cerema. Le CODIR Cerema a étudié des scénarios, en allant assez vite pour annoncer celui que je compte porter pour l'Etablissement. Peut-être ce scénario conduira à ce que je sois viré dans 8 j, mais mon cas personnel n'a pas d'importance.

Quels étaient les autres scénarios ?

DG : soit abandonner 3 champs d'action sur 9, soit fermer 3 labos, soit réorganiser les 3 DTec. Pour la DTerIdF, on va faire une **étude d'impact**. *Enormes « rires » dans la salle ; un commentaire fuse : « c'est un peu amateur ! »*

Pourquoi ne pas avoir mutualisé la baisse d'ETP, en lâchant quelques activités non stratégiques ; un DG doit avoir une vision et pas uniquement comptable ! Comment pouvez-vous ne pas proposer plusieurs scénarios au CA ?

DG : sur un sujet comme celui-là, c'est impossible de dire « on a trois scénarios, on les étudie... ». Ce serait anxiogène pour tout le Cerema. La décision appartient au CA. Cela lui sera proposé début 2018.

Nombreux témoignages de collègues (en colère, déterminés, graves, inquiets, émus, voire en larmes) :

- qui ont acheté une maison à côté de leur site,
- qui viennent tout juste d'arriver à la DTer IDF, avec enthousiasme, mais pas pour vivre ça,
- qui arrivent en apprentissage ou en thèse et se demandent qui va les épauler dans leur parcours de formation,
- qui ont déjà été délocalisés du Labo de Melun à Sourdon,
- qui ne comprennent pas qu'on leur dise qu'ils ont super bien travaillé, fait beaucoup de tiers, et qu'on ferme tout,
- qui ont très mal vécu que le DG préfère s'adresser d'abord aux cadres dirigeants et après aux agents IdF,
- qui se sentent impuissants et demandent au DG de faire le maximum d'accompagnement,
- qui se demandent où ils vont pouvoir retrouver un poste, surtout pour les ETST et techniciens de Laboratoire,
- qui veulent qu'on les reconnaisse comme des êtres humains, pas que des ETP,
- qui ne veulent pas être réduits qu'à un coût, car ils sont aussi une recette, une richesse, pour le service public,
- qui sont déçus par le DG, qui ont le sentiment d'avoir été trahis,
- qui considèrent que le DG prend la DTer IdF en « otage »,
- qui ne veulent pas accepter ce scénario, sans alternative,
- qui mettent en avant l'énorme décalage avec les « repères managériaux »
- qui estiment que cette fermeture va fragiliser encore plus l'ensemble du Cerema,
- ...

Auriez-vous sacrifié notre DTer parce qu'on pourrait nous recaser plus facilement en région parisienne ?

DG : on s'est posé une question : quelle est la capacité de l'Etat à accompagner les agents, à proposer des postes ?

Alexandre Pavoine, directeur du LEM (labo éco-matériaux/Sourdun) alerte le DG sur les écarts de profils entre les agents Labo et DTecITM et souligne que le bassin d'emploi de Sourdun n'est pas mieux qu'ailleurs, au contraire.

Est-ce que vous enterrez le Cerema ?

DG : j'envoie un message au gouvernement que le Cerema va très mal. On m'impose « -17% » pour 2022 et en réponse, mon choix est « -1 DTer ».

Que faites-vous des activités en cours à la DTer IdF ?

DG : Projet par projet, activité par activité, il faudra faire le tri de ce que l'on garde. Le Cerema ne peut pas continuer à tout faire. (...) La région IdF offre une « facilité d'accès » depuis n'importe quelle autre DTer, cela a pesé dans le choix.

J'ai cru entendre que vous dites que notre direction IdF assume la fermeture, j'aimerais qu'ils s'expriment.

DG : je ne demande pas à Emmanuel [Neuville – directeur] et Jean [Gaber – directeur adjoint] d'approuver ma décision. Je leur demande d'être loyaux et d'assumer leurs responsabilités dans le cadre de mon choix.

Jean Gaber se lève et déclare :

« Je vais être clair vis-à-vis de tous. Je ne partage pas cette décision et j'ai dit à Bernard que je le dirai aujourd'hui. Je suis un cadre responsable, donc j'assumerai mes responsabilités. (...) Je ne conçois pas de travailler dans une équipe, s'il n'y a pas de la complicité et de la confiance. (...) Je continue à recevoir des messages de l'ensemble du territoire national comme quoi la fermeture de la DTer IdF serait une aubaine (NdR : pour en récupérer missions, compétences, matériel). Bernard, je te redemande de resserrer les boulons de certains de tes cadres ! »

Tout le monde se lève et l'applaudit longuement. Un collègue lance : « merci, monsieur le directeur ! ».

M. le DG, trouvez-vous normal que des cadres d'autres DT aient commencé, dès 11h le mercredi, à appeler des agents IDF pour les « débaucher » ?

DG : si de tels comportements sont avérés, je vous demande de me les remonter. A ce séminaire des cadres, j'ai demandé une solidarité de l'établissement. Je ferai une mise au point avec ceux qui n'ont pas respecté cette consigne.

Réaction dans la salle : « c'est à vous de leur montrer la porte, à vos cadres qui se comportent comme ça ! ».

Le DG découvre l'affiche derrière lui qui rappelle son limogeage du CNRS. Touché. Long blanc.

DG : je suis là aujourd'hui, avec Bruno (Lhuissier – D4P) et Sylvie (Moreau – SG-DRH) pour accompagner au mieux les agents IdF pour les trois années qui viennent.

Emmanuel Neuville se lève et déclare :

« Cela fait un certain nombre d'années que je suis avec vous. On a su profondément s'adapter, d'abord dans la DRIEA, puis au sein du Cerema, avec un enthousiasme particulièrement fort pour y entrer, avec conviction. On s'est totalement investi pour développer les relations avec les collectivités. (...) »

Il fait comprendre que ce n'était pas son choix, mais qu'en responsabilité, il lui appartient de s'investir dans cette orientation. Applaudissements de l'amphi.

Le cabinet a-t-il validé votre scénario ?

DG : j'ai dit au cabinet que j'allais faire cette proposition, mais le cabinet ne l'a pas validée.

Interventions successives de soutien de 4 représentants syndicaux nationaux :

FO (permanent national)

CGT (Philippe Garcia – élu CA et CTE Cerema)

CFDT (Patrick Fourmigué – élu CA et CTE Cerema)

UNSA (Hélène Chassagnol – élue CTE Cerema)

Intervention CFDT :

« A tous les collègues de la DTer IdF, je veux dire que je suis très touché par ce qui vous arrive et par vos réactions.

A la DTer Méd, nous avons déjà été confrontés, à plus petite échelle, à l'annonce de la fermeture de Montpellier, à la délocalisation de Nice à Sophia, à la fin des activités « essais et contrôles » sur ces deux sites.

Sur Montpellier, on a collectivement réussi à inverser le scénario initial de fermeture.

Pour la DTer IdF, cela doit nous mobiliser car, tant que la décision n'est pas passée au CA, tout est encore possible.

Nous sommes UN Cerema et ce qui vous arrive concerne TOUS les agents du Cerema. »

Des agents lancent la projection de la vidéo de 3mn, dans laquelle le DG parle de la Qualité de Vie au Travail, sur l'intranet : <http://intra.cerema.i2/spip.php?article1600>. Le DG s'assied, la tête dans les mains...

Ensuite, il reconnaît le caractère brutal de son annonce, indique qu'il s'en est expliqué la veille au CTE devant les représentants du personnel, mais estime qu'il n'a pas trouvé d'autre solution.

(...)